**Annexe 1 : Matrice des Résultats du Cadre Programmatique Unique 2017-2020**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Effets/Extrants** | **Indicateurs (I)****Données de référence (DR), cibles (C)** | **Moyen de vérification** | **Risques et Hypothèses** | **Partenaires** |
| **Effet 1** **D’ici 2020, les institutions nationales mettent en œuvre des politiques publiques qui renforcent la gouvernance et la cohésion sociale pour réduire les inégalités****Toutes les agences et ONUCI** | IE1.1 Indice Mo IbrahimDR : 48,3 (35ème rang/52 pays en 2015)Cible: 25 *(Cible à confirmer par le Gouvernement)*IE1.2 Indice de perception de la corruption (IPC) DR : 32 107ème/167 pays en 2015Cible : 50 *(Cible à confirmer par le Gouvernement)*IE1.3 Proportion de la population ayant un revenu annuel inférieur au seuil national de pauvreté (par sexe) DR : N 46,8 %, *H : F : à compléter par* Cible : N 40 ; H : F : *A définir par le gouvernement*IE1.4 Indice de GinyDR : 0,435Cible : *A définir par le gouvernement*IE1.5 : Taux de résolution des conflits intercommunautairesDR : 32% en 2012C : 60 % IE1.6 Proportion de femmes dans les instances de décision (Gouvernement, Parlement, Communes)DR : 25% au Gouvernement 2016; 10,7% de femmes parlementaires en 2015 ; 9% à la MairieC : 30% de femmes parlementaires ; XX% au Gouvernement ; XX% à la MairieIE1.7 Proportion de naissances et de décès déclarés à l’état civil DR : Naissance 65 % (2012) / Décès : 8.2% (2013)Cible : Naissance 75% / Décès : 25%  | Rapport Mo Ibrahim 2015Min de l’Intérieur et de la Sécurité, PNCS, Communes)Ministère de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l’Enfant/Assemblée Nationale/ Min de l’Intérieur et de la Sécurité, ARDCI/UVICOCI) EDS / Statistiques Min de l’Intérieur | ***Risques***Dégradation de la situation sécuritaire encore fragile dans les zones frontalières et résurgence des affrontements communautaires.Instabilité institutionnelle ***Hypothèses :***L’engagement du gouvernement et d’autres acteurs,Disponibilité de ressources nécessairesStabilité de la sécurité sécuritaire dans les zones frontalières | Tous les Ministères bénéficiant de l’appui des NU, le Parlement, le conseil économique et social, la CDVR, PNCS, CONARIV, la société civile, les collectivités locales, les leaders communautaires, les PTF, etc. |
| **Produit1.1** Les institutions publiques nationales et locales disposent de capacités techniques pour la coordination, la planification, la programmation, la budgétisation et le suivi et évaluation des politiques et programmes y compris les politiques sensibles au genre**PNUD, HCDH, UNICEF, UNFPA, OMS, ONUDI, ONUFEMMES, FAO, UNESCO, PAM** | IP1.1.1 Nombre d’enquêtes nationales réalisées avec l’appui technique du SNU DR : à définir par le groupe S/E Cible : Groupe S/EIP1.1.2 Nombre de revues des politiques publiques incluant les dépenses publiques (PND, plans/stratégies sectorielles et/ou locales)DR : 3 revues du PND ; 2 revues de politique/plan/stratégie; (santé et éducation) Cible : 12 (Au moins 1 revue par politique sur la période)IP1.1.3 Nombre de régions mettant en œuvre un plan régional de développementDR : 0Cible : 3 | Rapport d’enquêtes/INS(EDS, MICS, Enquête agricole, Enquête sur la gouvernance, Enquête sur le niveau de vie, Enquête Gouvernance-Paix et Sécurité, Enquête sur l’efficacité du partenariat et de l’aide extérieure, etc.)MEMPD/DGLPRapports des Ministères concernésDGDCL/MEMIS | ***Risques***Dégradation de la situation sécuritaireInstabilité politiqueInsuffisance des ressources financières***Hypothèses****:*Engagement des autorités nationales et des partenairesMobilisation de ressources | MEMPD, MEMEF, INS, ONP, COMOREX, MENN, MSLS etc…, MEMIS, Autorités locales |
| **Produit 1.2**Les institutions publiques disposent de compétences techniques pour garantir l'accès à la justice, à l'état civil et la sécurité des populations en particulier les femmes et les groupes vulnérables (**PNUD, HCDH, UNICEF, UNFPA, HCR, ONUFEMMES, UNESCO, ONUCI)** | IP1.2.1Nombre des mineurs et des femmes ayant bénéficié d'une assistance judicaire et/ou juridiqueDR : 128Cible : 300IP1.2.2 Nombre de centres d’état civil de la zone d’intervention fonctionnelsDR : 55%Cible : 100%IP1.2. Niveau de confiance des populations ivoiriennes, hommes et femmes, aux forces de sécurité DR : police et gendarmerie 46,8% ; Armée : 43.9% : Données SHASA/INS 46,8% ; Armée : 43.9% : Données SHASA/INS 2015 Cible : 60%  | MJLP RapportRegistre d’Etat civil dans les zones d’interventionRapport IGPS/INS | ***Risques***Dégradation de la situation sécuritaireInstabilité politiqueInsuffisance des ressources financières***Hypothèses***:Engagement des autorités politiques à promouvoir l’état de droit et le respect des DH et l’accès à la justice et à l’identité pour tous | Ministères DH, Justice, Emploi et affaires sociales, Intérieur, Défense, Famille, CNDHCI, ONG/DH, Ordre national des avocats, bureau conseillère spéciale genre du PR |
| **Produit 1.3** Les collectivités territoriales et institutions locales disposent de compétences techniques pour la prévention, la gestion pacifique et la résolution des conflits **PNUD, ONUFEMMES, FAO, HCR****UNESCO** | IP1.3.1 Nombre de conflits recensés dans les zones ciblesDR : PNCSCible : IP1.3.2 Nombre de conflits gérés pacifiquement par les mécanismes locaux/traditionnels avec la participation des hommes et des femmesDR : 836 conflits données DGATCible : 50% dans les zones ciblesIP1.3.3 Pourcentage de la population, hommes et femmes, ayant confiance au processus de réconciliation nationale et de cohésion sociale DR : 52,8% données OSCSCible : 80%[[1]](#footnote-1) à désagréger par sexe (*Cible à confirmer par le Gouvernement* | Rapport d’activité/PNCSRapport d’activités/Etude de perception PBFEvaluation PNCS | ***Risque :***Instabilité au sein des administrations publiques au niveau national et localInstabilité sécuritaire dans la zone de couverture***Hypothèse :***Engagement des acteurs dans la mise en œuvre des programmes | Ministères Plan et Développement, Intérieur, PNCS, Autorités locales et mécanismes de paix au niveau local, CONARIV |
| **Produit 1.4** Le parlement, les organisations de la société civile et les médias disposent de compétences techniques pour assurer la redevabilité des pouvoirs publics, et la participation citoyenne **PNUD, UNICEF, UNFPA ONUFEMMES, UNESCO, FAO** | IP1.4.1 Taux de confiance de la population, hommes et femmes, à l'égard des médiasDR : 48,3% Cible : 60%[[2]](#footnote-2) (à désagréger par sexe) *(Cible à confirmer par le Gouvernement)*IP1.4.2 Proportion des projets gouvernementaux ayant fait l'objet d'une commission parlementaire d'information DR : Voir Assemblée Nationale, PNUDCible : +20%IP1.4.3 Proportion de projets gouvernementaux ayant fait l'objet d'un suivi indépendant de la société civileDR : Convention de la société civile, PNUDCible : +20%IP1.4.4 Niveau de satisfaction du fonctionnement de la démocratie (SHaSA) DR : 15,9% Cible : +20%[[3]](#footnote-3) (à désagréger par sexe) (SHaSA) Cible : +20% *(Cible à confirmer par le gouvernement)*IP1.4.5 Proportion de femmes candidates aux élections locales, régionales et nationales DR : 0Cible : 10%  | IGPS/INS/RapportRapport de l’Assemblée nationaleRapport Convention de la Société Civile IvoirienneIGPS/INS/RapportAssemblée nationale, organisation de la société civile, Commission Electorale Indépendante | ***Risques**** Persistance de l’insécurité

**Hypothèse :*** Engagement des acteurs dans la mise en œuvre des programmes
* Disponibilité des ressources
 | Assemblée Nationale, Conseil Economique et Social, Société civile, Médias |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Effets/Extrants** | **Indicateurs(I)****Données de référence (DR), cibles (C)** | **Moyen de vérification** | **Risques et Hypothèses** | **Rôles des partenaires****(Non SNU)** |
| **Effet 2****D’ici 2020, les populations les plus vulnérables bénéficient de façon équitable de services sociaux de base et d’une protection sociale de qualité**(OMS, UNICEF, UNFPA, UNESCO, PAM, PNUD, UNHCR, ONUSIDA, ONUFEMMES, BIT, FAO) | IE2.1 Indice composite de privation DR: 39% C: 60%IE2.2 Taux net de scolarisation du primaire et 1er cycle secondaire désagrégé par sexeDR : TNS primaire 78%Cible : TNS 89% primaire DR : TNS 1er cycle secondaire (à calculer par le gouvernement ; UNICEF)Cible : TNS 1er cycle secondaire (à définir par le Gouvernement avec l’appui de l’UNICEF)I.E 2.3 : Taux d’utilisation des services de santé[[4]](#footnote-4) DR : 27,5% (RASS 2013)Cible : 40% (cible du PNDS 2015 30%) I.E.2.4 Taux de prévalence contraceptive DR : 14% (UNFPA)C : 36% (UNFPA)I.E.2.5 : Proportion d’accouchements assistés par du personnel de santé qualifiésDR : 59% (UNFPA)C : 85% (UNFPA)I.2.6 : Taux de consultation prénatale de rang 4DR : 44% (UNFPA)C : 66% (UNFPA) | EDS/MICS – exploitation secondaire de donnéesEDSEDS | **Hypothèses**Respect des engagements de l’Etat (Disponibilité des ressources humaines, Disponibilité des infrastructures, Disponibilité des ressources financières)Disponibilité dans le temps des ressources au niveau des agences Adhésion des communautés et des collectivités territoriales**Risques**Instabilité institutionnel et insécurité | * MSLS, MEN, MIE, MEMEASS, MFFE, MCAU,
* collectivités territoriales
* Société civile,
* Secteur privé
 |
| **Produit 2.1**Les populations en particulier les femmes et les jeunes ont accès à des services de prévention et de protection contre la violence et de protection sociale **(UNICEF, UNESCO, PAM, HCDH, UNFPA, UNOPS, BIT, ONUFEMMES)**  | IP2.1.1 Nombre d'enfants et de femmes victimes de violence physiques recevant une assistance appropriée DR : 2850 cas (2015) Cible : 3 500 cas (2020) IP.2.1.2: Nombre de victimes de viols par sexe prises en charge au plan médical dans les 72h DR : 452 cas (2015) C : 1200 cas (2020) IP2.1.3 Pourcentage désagrégé par sexe et par âge des ménages (par sexe de chef de ménages) des zones vulnérables à l’insécurité alimentaire bénéficiant des filets sociaux DR : 35% Cible : 50% IP2.1.4 Pourcentage de structures d’actions sociales disposant de capacités d’interventions en matière de prévention et de réponse aux violences faites aux femmes et aux enfantsDR : 10% Cible : 50% | Base de données VBGRapport de mise en œuvre de la stratégie de protection socialeMFFEMFFE | **Hypothèses**Engagement du gouvernement et des autres acteurs Coordination des ministères de tutelles des structures d’action sociale**Risques** Pesanteur socioculturelle | MENET, MSFFE, Société civile, Secteur privé |
| **Produit 2.2** Les femmes, les enfants, les adolescents et les jeunes ont accès aux services de santé de qualité à tous les niveaux, y compris au niveau communautaire **(UNFPA, OMS, UNICEF, ONUSIDA, PAM, PNUD)**  | IP 2.2.1 Proportion des établissements sanitaires offrant au moins 3 méthodes modernes de contraception DR : 71% Cible : 90% IP2.2.2 Proportion d’enfants 0-11 mois qui ont reçu la 3eme dose de vaccin pentavalent en vaccination de routine DR : 87%Cible : 90%IP.2.2.3 : Taux de consultation prénatale désagrégé par âge de rang 4DR : 44%C : 66% IP 2.2.4; Nombre et pourcentage des femmes enceintes séropositives désagrégé par âge qui reçoivent des ARV pour réduire la transmission du VIH de la mère à l'enfant" DR : 23,8% cible : moins de 15%[[5]](#footnote-5) | Données de routine du PEV/EDS/MICS | **Hypothèses*** Volonté politique
* Implication du secteur privé
* Disponibilité de ressources financières
* Adhésion à l’approche participative (programme ATPC)
 |   |
| **Produit 2.3**Les femmes, les enfants et les adolescents dans les zones les plus vulnérables ont un accès équitable aux services de prévention de la malnutrition dans les formations sanitaires et au niveau communautaire **(UNICEF, OMS, ONUSIDA, ONUFEMMES, PNUD, UNFPA, PAM, BIT, FAO)** | IP2.3.1 Proportion de formations sanitaires offrant les interventions essentielles de nutritionDR = 82/208 = 39,4%Cible = 50%IP2.3.2 Proportion d'enfants de 6-59 mois pris en charge pour malnutrition aigüe et modérée. DR: NDCible : 80% (F/G) dans les zones ciblesIP2.3.3 Proportion des femmes en âge de procréer ayant des connaissances sur les bonnes pratiques de nutrition  DR: NDCible : 80% dans les zones ciblesIP2.3.4 Nombre de ménages (chef de ménage) désagrégé par sexe produisant et consommant des aliments nutritifs et diversifiés en quantité suffisanteDR : à renseigner par FAOC : à renseigner par FAO [[6]](#footnote-6) | EDS/MICS/ENVM, RASS, Annuaire des statistiques de la santéEDS/MICS/ENVM, RASS, Annuaire des statistiques de la santéEDS/MICS/ENVM, RASS, Annuaire des statistiques de la santé | **Hypothèses :**Volonté politiqueDisponibilité de ressources financières**Risques** :RAS | MSLCS et autres partenaires |
| **Produit 2.4**Les filles et les garçons âgés de six à seize ans ont un accès équitable à un enseignement de qualité jusqu'à la fin du premier cycle de l'enseignement secondaire général et technique(UNICEF, UNESCO, PAM, UNFPA) | IP2.4.1 Indice de parité entre les sexes dans les écoles des zones cibles DR : Préscolaire IPS=1,07 ; 2015Primaire IPS= 0,94 ; 2015Secondaire IPS =0,80, 2015 C : IPS=100%IP2.4.2 Taux d’achèvement du primaire :DR : 63.9% (G=68.5% F=58.8%) Cible : 70%. (G : 75% F= 70%)IP2.4.3 Taux d'achèvement du premier cycle du secondaire DR: TAS=36% (G=41,2% F=30,5) 2015; C : 50% (G=50% F=40%) | Annuaire Statistique de la DSPS/MENET | **Hypothèses**La stratégie de scolarisation obligatoire est mise en œuvre**Risques**Faiblesse des revenus des parents d'élèves pour faire face aux frais scolaires du premier cycle de l'enseignement secondaire | MENET, MSFFE |
| **Produit 2.5**Les femmes, les enfants, les adolescents et les jeunes particulièrement ceux vivant en milieu rural - ont accès à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène **(UNICEF)** | IP2.5.1 Nombre de villages qui mettent fin à la défécation à l'air libreDR: 3090C : 5090IP2.5.2 Nombre de nouveaux ménages ayant accès à un point d'eau amélioré DR : 0C : 14 000IP2.5.3 Nombre de nouvelles écoles qui disposent des latrines séparées par sexe et un point d'eau amélioré. DR : 0cible : 200IP2.5.4 % Nombre de nouveaux Centres de Santé qui disposent d'infrastructures EHADR : 0cible : 200 | Rapports d'activités /Enquêtes de base et de suivi /EDS / MICS | **Risques**Décentralisation limitée et Faible appropriation de la stratégie ATPC et du Marketing de l'Assainissement par la partie nationale;Faible durabilité des interventions**Hypothèses**Adhésion et participation des communautés à la Stratégie ATPC et au Marketing de l'AssainissementDisponibilité de budget national conséquent pour les investissements en EHA Contribution effective des partenaires au développement  | MIE, MEN, MSPLCS |
| **Effets/Produits** | Indicateurs(I)Données de référence (DR), cibles (C) | Moyen de vérification | **Risques et Hypothèses** | Partenaires |
| **Effet 3****D’ici 2020, les pouvoirs publics mettent en œuvre des politiques qui garantissent des modes de production et de consommation durables et la lutte contre le changement climatique.****(PNUD, ONUDI, PNUE, FAO, UNESCO)** | IE 3.1: pourcentage des énergies renouvelables (excepté la grande hydroélectricité) dans le mix énergétique PNUDDR : 1,3% ; cible: 10%IE 3.2: Taux de couverture nationale forestière DR : 19% ; cible: 20%IE 3.3 Nombre d’entreprises ayant une attestation de conformité de leur produitDR : 77Cible : 100IE 3.4 Pourcentage de la population par sexe des régions cibles maitrisant les risques et les mesures de préparation et de réponse aux catastrophes (DR: AD[[7]](#footnote-7) ; Cible: 30[[8]](#footnote-8)) PNUD | Rapports MPE/MINESUDD/MINEF ; plan directeur production transport de l’énergie en Côte d’IvoireRapport Ministère des eaux et des forêtsRapports MPE/MINESUDD/MINEFRapports du Ministère du Commerce, Min de l’artisanat et des PMEEnquête IGPS auprès des usagers / Ministère de l’Intérieur/ONPC | **Risques**Instabilité politique, institutionnelleNon adhésion de la population**Hypothèse :** Engagement de tous les acteurs | MINESUDD/ MINEF/MPE/MINAGRI/ MIRAH |
| **Produit3.1**Les institutions nationales et les acteurs du secteur agricole et forestier disposent de compétences techniques en matière de pratique de production durable **FAO, ONUDI, PNUD, PNUE**  | IP 3.1.1: Nombre d'organisations y compris les organisations féminines, et d'institutions adoptant des pratiques innovantes pour la production durable DR : 4Cible:15[[9]](#footnote-9)IP 3.1.2: Nombre d'initiatives favorisant la restauration des écosystèmes, l'atténuation et l'adaptation au changement climatique DR: 1Cible : 2 IP 3.1.3: couvert forestier réhabilité DR: 2,5 millions haCible : + 25 000 ha  | Rapports DOPA/MINAGRI/FAODGPPS/DGPSA/MINAGRIDP/DS/MIRAHMINEFMINESUDD | **Risques**Degré d'implication des autorités- Insuffisance de ressources - Coordination, synergie- Coût de transaction élevé- Foncier rural-Non adhésion des bénéficiaires- Dégradation de la situation sécuritaire**Hypothèse**- Engagement des acteurs- Disponibilité des ressources nécessaire | DOPA/MINAGRI/FAODGPPS/DGPSA/MINAGRIDP/DS/MIRAHMINEFMINESUDD |
| **Produit3.2**Des institutions nationales et le secteur privé ont des capacités pour promouvoir l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et les technologies propres **PNUD, ONUDI, PNUE, FAO,** |  IP 3.2.1: Nombre de partenariats pour la vulgarisation de technologie propres établisDR: 2%Cible : 5IP 3.2.2 Proportion de nouveaux ménages/d’entreprises désagrégés selon le sexe du chef de ménage/entreprises utilisant une nouvelle source d’énergies renouvelables dans les zones ciblesDR : 2%Cible : 3% (17 900 ménages)DR : 0 entrepriseCible : 40 entreprises[[10]](#footnote-10)IP 3.2.3 : Puissance électrique à base d’énergies renouvelables produites dans les unités industriellesDR: 79.5 MW (2010)Cible : 100 MW | Rapports du Ministère de l’énergie et Pétrole, MINESUDD | **Risques**Degré d'implication des autorités- Insuffisance de ressources - Coordination, synergie- Coût de transaction élevé- Foncier rural-Non adhésion des bénéficiaires- Dégradation de la situation sécuritaire**Hypothèse**Engagement des acteurs- Disponibilité des ressources nécessaire |  |
| **Produit3.3**Les autorités centrales, locales et les communautés vulnérables ont acquis des capacités techniques pour une résilience accrue face aux risques de catastrophes naturelles **FAO, PNUD, PNUE, PAM FAO, PNUD, PNUE, PAM** | IP 3.3.1: Nombre de Régions ayant un plan local de réduction des risques de catastrophe DR:PNUD/PNUE/OCHA Cible : PNUD/PNUEIP 3.3.2: Disponibilité d’une Base de données à jour sur les risques de catastrophes disponibleDR: non disponibleCible : disponibleIP 3.3.3: Fréquence d'évaluation des risques de catastrophesDR : 0Cible : 1 fois par anIP 3.3.4: Nombre de régions disposant de système d'alerte précoce ; DR: 0; Cible: 3 | Rapport du Ministère en charge de l'Environnement, OIPR | **Risques**Instabilité institutionnelleInsuffisance de mobilisation de ressources Absence de données**Hypothèse**Engagement des acteurs- Disponibilité des ressources nécessaires |  |
| **Produit3.4**Les populations les plus défavorisées en particulier les jeunes et les femmes des zones cibles, disposent de compétence technique ont davantage accès au financement et entreprennent des activités créatrices de revenuset/d’emplois **(PNUD, ONUDI, PNUE, FAO, BIT, UNESCO, ONUFEMMES)** | IP 3.4.1: Nombre de nouvelles micro-entreprises crééesDR:0 ;Cible : 500IP 3.4.2 : Nombre de nouvelles TPE et PME créées dans les filières vertes y compris dans les énergies renouvelables et bleues DR : 0, Cible : 400IP 3.4.3 Nombre de nouveaux emplois et autres moyens d’existence créés, ventilé par secteur et sous-secteur et par sexe DR: 0; Cible: 100 000[[11]](#footnote-11)  | Rapports des Ministères concernés | **Risques**Environnement des affaires non favorable au développement de la micro entreprise.**Hypothèse**Accès au financement | CEPICICNMCIMinistère de l’industrie MINESUDDMinistère auprès de la PR chargé de l'emploi des jeunes |

1. Ibiden [↑](#footnote-ref-1)
2. Ibiden [↑](#footnote-ref-2)
3. Ibiden [↑](#footnote-ref-3)
4. Ibiden [↑](#footnote-ref-4)
5. Faire le plaidoyer pour désagréger cet indicateur par âge de la femme enceinte lors des opérations de collecte [↑](#footnote-ref-5)
6. Faire le plaidoyer lors de la collecte des données pour introduire la variable sexe [↑](#footnote-ref-6)
7. A Déterminer [↑](#footnote-ref-7)
8. A confirmer auprès du gouvernement [↑](#footnote-ref-8)
9. Faire le plaidoyer auprès des Ministères concernés pour la prise en compte de la variable sexe lors de la collecte des données [↑](#footnote-ref-9)
10. Faire le plaidoyer auprès des Ministères concernés pour la prise en compte de la variable sexe lors de la collecte des données [↑](#footnote-ref-10)
11. Faire le plaidoyer auprès des Ministères concernés pour la prise en compte de la variable sexe lors de la collecte des données [↑](#footnote-ref-11)